



Autour de l'histoire d'une histoire nationale

Les histoires nationales qui dominent le champ historiographique sont toutes le produit de constructions intellectuelles successives répondant chacune à des objectifs des présents du passé, c'est-à-dire à des nécessités de leur temps ; toutes ont une histoire qui leur est propre et qui mérite d'être étudiée en tant que telle. Cette démarche est même d'autant plus essentielle qu'elle nous permet de percevoir la nature de l'histoire dans toutes ses dimensions critiques, non seulement celle du récit qui synthétise nos visions du passé, mais aussi celle de tous les processus qui l'édifient et de tous les questionnements spécifiques qui l'ont orienté.

C'est bien là la démarche qui nous est annoncée par Laurent Avezou dans un ouvrage imposant sur l'histoire de l'histoire de France. On y parcourt tour à tour une histoire pour Dieu, une histoire pour le roi et une histoire pour la nation. Un parti-pris de l'auteur est aussi clairement annoncé, celui de ne pas réduire l'histoire de France à son histoire contemporaine au prétexte qu'auparavant, elle n'aurait pas été l'affaire de professionnels et de structures dûment constituées.

La reconstruction d'une lente édification

Au départ, la situation est claire, nous dit l'auteur, la Gaule n'a jamais existé en tant que telle, c'est une invention romaine. Mais il nous entraîne d'emblée dans un récit qui est nuancé, mais qui n'est pas dénué d'ambiguïtés. S'y interpellent et s'y répondent en effet des mises en garde contre des affirmations anachroniques d'identités précoces et des mentions de sentiments identitaires partiels, certes limités à des élites, certes inscrits dans des contextes particuliers, mais qui finissent quand même par justifier à leur manière la perspective d'une *certaine* histoire de France, c'est-à-dire d'une *certaine* identité française une ou deux fois millénaire.

Des mythes fondateurs sont mis en évidence et déconstruits, comme par exemple celui de l'origine troyenne du peuple franc qui connaîtra un grand succès vers la fin du Moyen Âge. L'œuvre de Grégoire de Tours évoquant le baptême de Clovis n'est pas présentée comme démontrant la conversion chrétienne d'une dynastie et d'un peuple, alors que, pour l'auteur, ce serait bien le cas pour celle d'un Paul Diacre dans son *Histoire des Lombards*. La bataille de Poitiers n'est pas non plus cette victoire décisive contre une invasion musulmane qu'évoque la légende, mais l'arrêt d'une razzia qui permet quand même aux Francs d'affirmer leur prééminence sur une Aquitaine trop indépendante. L'époque mérovingienne n'est pourtant pas encore celle de l'histoire de France, pas même celle de l'histoire des Francs.

Il en va un peu autrement avec les Carolingiens notamment parce que, nous dit l'auteur, les chroniques ont alors quitté un universel indistinct pour s'inscrire dans des perspectives locales qui peuvent préfigurer une *certaine* dimension nationale. C'est donc au cours de cette période, jusqu'à la dynastie capétienne instaurée en 987, que l'on aurait commencé à parler de France, même s'il est « *communément établi aujourd'hui que le processus qui a fait de la France et de l'Allemagne des États à part entière est achevé vers la fin du XI^e siècle* » (page 85). Cette question fort discutée est toutefois nuancée par un artifice sémantique : il ne s'agirait pas de savoir quand *commence* l'histoire de France, mais quand *la faire commencer* ; on se situe donc bien dans l'interprétation des faits, et non pas dans leur essentialité. D'où cette nouvelle ambivalence : encore une fois, on ne peut pas vraiment parler de sentiment national « français » aux IX^e et X^e siècles, *mais* il y en aurait quand même des traces.

Une complexité chronologique

Dans ce livre, une série d'encadrés sur des mythes ou des événements-clés de l'histoire de France les évoquent à travers les usages spécifiques auxquels ils ont donné lieu à travers le temps. Cela rend bien compte de la complexité de la chronologie de la fabrication d'une histoire nationale. Ne pouvant donner lieu à un seul récit, elle oblige à des allers et retours. Elle invite aussi à rendre compte des contextes successifs qui forgent les mythes ou qui les ravivent. Cela nécessite alors une vision synthétique et critique qui sache véritablement associer, relier et confronter les différentes étapes et les différentes périodes de cette édification nationale. C'est ainsi que la question des mythes d'origine, celle de l'origine troyenne en particulier, puis celle des Gaulois, ressurgissent régulièrement.

Les écrits de l'abbaye de Saint-Denis, à partir du XII^e siècle, font clairement passer cette construction de l'histoire de France d'une histoire de Dieu à une histoire des rois. Ils seront suivis plus tard par de *Grandes Chroniques de France*. Ces textes restent marqués par un certain flou et ils ne définissent guère ce qu'est alors la France sur le plan géographique. Quant à y percevoir les prémices d'un sentiment national, l'auteur commence par rappeler que cette question, en principe, n'est pas vraiment posée avant les XVIII^e-XIX^e siècles. Ce qui ne l'empêche pas d'évoquer un sentiment français qui se serait alors ébauché autour de la figure du roi et de son saint protecteur, Denis. Il le convoque avec plus de force encore pour cette époque de la guerre de Cent Ans, aux XIV^e et XV^e siècles, pour laquelle l'historienne Colette Beaune l'aurait vu surgir. Cependant, d'inventions en inventions, la question se pose à nouveau au moment de la Renaissance, lorsque des humanistes comme Jean Bodin écrivent une nouvelle histoire débarrassée de tout carcan universaliste, c'est-à-dire inscrite dans une perspective plus ciblée qui pourrait être celle d'une *certaine* dimension nationale. Par la suite, les traités d'histoire se confondent largement avec les *Mémoires*. Ils restent d'abord et pour l'essentiel des écrits qui

sont produits au service des princes. Un historiographe particulier est toutefois nommé par le roi. L'histoire s'écrit ainsi « toute seule », par des auteurs qui sont aux ordres du pouvoir. On en est donc toujours largement à une histoire pour le roi. Et c'est bien le XVIII^e siècle, qui voit finalement, pour Laurent Avezou, une *certaine* histoire nationale, et bientôt une histoire pour la nation, se détacher très progressivement de l'histoire monarchique.

Ce qui en ressort quand l'idée nationale est là !

La Révolution n'est paradoxalement guère préoccupée d'histoire nationale alors qu'elle va elle-même la marquer fortement au cours du XIX^e siècle. C'est d'abord tout un processus d'institutionnalisation de la recherche historique qui marque cette période. Cette dernière doit dès lors dire les faits, mais elle est aussi engagée dans un projet politique, sous couvert de l'idée de nation. Ainsi le Chateaubriand précurseur des *Études historiques* (1831) voit-il pour l'essentiel dans l'histoire une lutte entre les vérités religieuse, philosophique et politique qu'il faudrait réconcilier.

Siècle de l'histoire, le XIX^e siècle français l'est aussi par un énorme foisonnement des créations artistiques et littéraires portant sur l'histoire. Quant à l'œuvre de Jules Michelet, c'est une tentative pionnière de personnaliser la France dans son histoire et de réaménager son passé en mettant en valeur des héros prométhéens dont il avait peu été question jusque-là, en particulier pour le Moyen Âge.

La discipline historique qui émerge à la fin du XIX^e siècle présente ensuite un caractère quelque peu technique, avec une forte affirmation de scientificité, peut-être par souci d'assurer une nécessaire dépolitisation. L'historiographie positiviste n'en est pas moins issue de son temps, parce qu'elle interroge les causes de la défaite face à l'Allemagne et qu'elle a contribué à la défense d'Alfred Dreyfus¹. Après la catastrophe de la Grande Guerre, cette évolution débouche encore sur la fondation de l'École des Annales qui ouvre alors de nouvelles perspectives à la recherche, notamment du point de vue de l'allongement spatio-temporel des questionnements de l'histoire. Mais c'est avec l'histoire enseignée dans les écoles que l'histoire nationale avait le plus triomphé. Le manuel scolaire d'Ernest Lavis se constitue ainsi un parfait symbole de cette histoire édifiante qui s'enseigne au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Mais le propos de Laurent Avezou est ici plus nuancé. Il s'efforce en effet d'inscrire cette tendance dans une plus longue durée, la Troisième République n'ayant à ses yeux pas inventé de toutes pièces cette histoire nationale, mais plutôt assuré la solidité d'un héritage.

Un aperçu bien trop court du contemporain

L'équilibre général de cet ouvrage est problématique tant on retrouve peu l'érudition du début dès qu'il s'agit de l'époque contemporaine. La dernière partie est ainsi décevante et bien trop rapide. Elle donne notamment lieu à une prise en compte très discrète de l'invention contemporaine de la tradition dans cette édification historiographique. Il est d'ailleurs révélateur que l'ouvrage majeur d'Hobsbawm et Ranger² n'y soit pas même cité. Alors que les temporalités du récit de l'édification de l'histoire de France et de celui des usages ultérieurs de ses contenus fondamentaux se sont resserrées, il est malvenu de négliger à ce point l'importance de la rupture

¹ Laurent Avezou n'en dit mot, mais c'est ce que Madeleine Rebérioux avait rappelé dans sa préface à la réédition de *l'Introduction aux études historiques* de Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos (Paris, Kimé, 1992).

² Eric J. Hobsbawm & Terence Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 2006 (édition originale 1983).

qui a caractérisé cette période d'émergence des États-nation, avec ses multiples édifications nationales.

Les manifestations les plus récentes de cette construction de l'histoire nationale de France, rapidement évoquées, le sont parfois de manière imprécise, comme c'est le cas pour la Première Guerre mondiale. C'est ainsi que la mention de deux camps historiographiques qui seraient les écoles du consentement (l'Historial de Péronne) et de la contrainte (un courant dit « méridional », autour de l'historien Rémy Cazals, l'auteur ne mentionnant pas l'existence du Collectif de recherche international et de débat sur la Guerre de 1914-1918) s'enferme dans une vision caricaturale des débats ; en effet, il n'existe pas d'école de la contrainte, mais plutôt un courant critique, attentif à la pluralité des facteurs explicatifs, y compris les pressions sociales et coercitives, et surtout ouvert à la prise en compte critique de la parole des témoins et des acteurs dans la pluralité de leurs expériences.

Il en va de même pour l'histoire de la colonisation. Dans un chapitre portant sur les querelles commémoratives les plus récentes, l'auteur évoque ainsi, sans prendre position, la fameuse loi de 2005 qui voulait imposer l'enseignement de prétendus aspects positifs de la présence française outre-mer. Il signale parmi les réactions à cette loi la publication d'un ouvrage collectif sur *La fracture coloniale*³ qui mettait en évidence l'occultation persistante du passé colonial français, mais souligne aussi, avec raison, en prenant à témoin les œuvres d'historiens comme Charles-André Julien ou Charles-Robert Ageron, que cette critique avait existé depuis longtemps, mais sans être suffisamment entendue. Encore une fois, sa présentation des faits est parfois un peu courte, ne rendant pas compte par exemple de l'émergence dans ce débat mémoriel d'acteurs collectifs très différents comme l'association *Liberté pour l'histoire* qui regroupe des historiens signataires de pétitions opposées à toutes les lois mémorielles, ou le CVUH (Comité de vigilance sur les usages publics de l'histoire), qui se bat pour la liberté de recherche et d'enseignement des historiens sans contester pour autant la reconnaissance politique des mémoires traumatiques et subalternes.

D'autres raccourcis posent problème. La question ouvrière, évoquée comme confinée dans une mémoire militante, se résume-t-elle vraiment à l'analyse d'un sondage sur la mémoire ? L'émergence d'une histoire ouvrière scientifique ne pouvait-elle pas être prise en compte, notamment autour de la figure d'un Jean Maitron et de son *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*⁴ ? L'histoire de l'immigration se résume-t-elle dans le même sens à l'intégration des Italiens de la région marseillaise ? Tout cela est encore une fois un peu court.

Le plus discuté n'est pourtant pas là. L'auteur, en effet, exprime à maintes reprises son regret d'une histoire globale, d'un récit total de l'histoire de France dont le dernier ouvrage inachevé de Fernand Braudel, *L'identité de la France*, serait un peu l'ultime expression. À côté de cette posture, il convoque tour à tour, sans les distinguer clairement, les notions d'histoire et de mémoire nationales, n'hésitant pas pour cela à se fonder sur des sondages d'opinion successifs portant sur les grands personnages que des Français ont déclaré vouloir rencontrer. Il évoque aussi la question de l'enseignement de l'histoire sans cacher sa nostalgie d'une histoire édifiante, largement apprise par cœur. Ce qui, il faut bien le dire, paraît assez consternant.

³ Pascal Blanchard & al. (dir.), *La fracture coloniale*, Paris, La Découverte, 2005. Cet ouvrage, dont le projet est sans doute bien antérieur, n'est pas une réaction à la loi de février 2005

⁴ Les volumes ont paru entre 1964 et 1997 aux Éditions ouvrières, puis aux Éditions de l'Atelier à Paris. Claude Pennetier a repris la direction du projet après la disparition de Jean Maitron en 1987.

Une envie d'aller plus loin.

Malgré ces limites, constatées surtout dans une fin de volume très décevante, cet ouvrage de Laurent Avezou se révèle intéressant pour la richesse et l'abondance des informations qu'il nous fournit sur cette lente construction de l'histoire de France, spécialement pour les temps les plus anciens. L'auteur pimente la plupart de ses étapes successives en mentionnant des inventions et des usages mythiques dont on constate alors qu'ils ne sont pas une exclusivité du XIX^e siècle, même si c'est bien le XIX^e siècle qui leur donne une telle importance et une telle force. Il est toutefois regrettable -et cela laisse en tout cas le lecteur sur sa faim-, que Laurent Avezou, par prudence excessive ou parce qu'il l'a voulu ainsi, n'aille pas toujours au bout de ses déconstructions et s'en tienne à une apparente neutralité qui peut finir par donner une certaine caution à cela même qui est justement soumis à sa critique.

Enfin, il n'est guère possible de s'arrêter là sans interroger la notion même d'histoire nationale. Car il y a de grands absents parmi les acteurs de ces débats historiographiques contemporains : ceux qui remettent en cause ces stéréotypes savants du XIX^e siècle qui ont joué un rôle essentiel dans la construction des romans nationaux, en ce qui concerne notamment les rapports des peuples occidentaux avec le monde musulman à l'époque du Moyen Âge ; ceux aussi qui montrent qu'un confinement de l'histoire dans la seule échelle nationale, malgré son succès actuel dans un espace public inquiet des développements d'un avenir globalisé, ne correspond plus ni aux exigences scientifiques de la discipline historique, ni aux critères permettant de comprendre nos sociétés d'hier et d'aujourd'hui.

Voilà donc un ouvrage qui, à partir des informations qu'il fournit, et compte tenu de ses limites -particulièrement évidentes pour l'histoire la plus récente et pour la construction contemporaine de l'histoire de France-, donne surtout envie d'aller plus loin ; pour que la déconstruction du récit national et de l'histoire de son édification nous permette de développer une connaissance critique du passé humain et de son intelligibilité ; et pour mieux nous préparer intellectuellement à démasquer les discours mythiques et autres stéréotypes savants hérités du passé qui tentent subrepticement de faire replonger l'histoire et ses usages dans leurs travers identitaires.

Charles Heimberg (Université de Genève)